FEDERIS ASIE ACTIONS

Comptes Intermédiaires

31 décembre 2014

Société de gestion : FEDERIS GESTION D'ACTIFS

Dépositaire : BNP Paribas Securities Services

Siège social : 20 bis rue La Fayette - 75009 Paris

Publication des prix d'émissions et de rachats : tenue à disposition des porteurs de parts chez la société de gestion

Sommaire

FEDERIS ASIE ACTIONS

RAPPORT DE GESTION

Orientation des placements..... 3

Politiques d'investissement..... 7

COMPTES ANNUELS

Bilan Actif..... 13

Bilan Passif..... 14

Hors Bilan..... 15

Compte de résultat..... 16

COMPTES ANNUELS - ANNEXE

Règles et méthodes comptables..... 17

Evolution de l'actif net..... 20

Complément d'information 1..... 21

Complément d'information 2..... 22

Ventilation par nature des créances et dettes..... 23

Ventilation par nature juridique ou économique d'instrument 24

Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors bilan..... 25

Ventilation des postes d'actif, de passif et de hors bilan par maturité résiduelle..... 26

Ventilation des postes d'actif, de passif et de hors bilan par devise de cotation..... 27

Affectation du résultat..... 28

Résultats et autres éléments..... 30

Inventaire..... 31

IDENTIFICATION

CLASSIFICATION

Actions Internationales.
Degré d'exposition minimum du FIA à l'ensemble des marchés actions de la zone Asie Pacifique y compris le Japon : 60%

OBJECTIF DE GESTION

L'objectif de gestion du Fonds est d'obtenir, sur un horizon d'investissement minimum de 5 ans, une performance supérieure à son indicateur de référence, l'indice MSCI Pacifique (dividendes inclus).

INDICATEUR DE REFERENCE

L'indice MSCI Pacific est représentatif des plus grandes capitalisations (pays développés) de la zone Asie Pacifique dont le Japon.
La performance de cet indicateur inclut les dividendes détachés par les actions qui composent l'indicateur. Cet indice est consultable sur www.msci.com.

STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

1. Stratégie utilisée pour atteindre l'objectif de gestion :

   FEDERIS ASIE ACTIONS est en permanence exposé à hauteur de 60% au moins sur des marchés d'actions de la zone Asie Pacifique y compris de Japon.

   La stratégie du FCP FEDERIS ASIE ACTIONS est d'investir dans des OPC ayant comme objectif de gestion de conserver un profil de risque identique à celui des grands indices asiatiques, comme le Nikkei 225, ou le MSCI Pacifique, tout en recherchant une performance supérieure à l'évolution de ces indices à moyen ou long terme.

   Les OPCVM font l'objet d'un processus de sélection rigoureux en deux temps :

   - Etape quantitative : il s'agit de repérer dans l'univers Europerformance des fonds alliant un couple rendement/risque optimal (régularité de la surperformance par rapport à son indice de référence, une volatilité relative limitée), des frais de gestion raisonnables, un encours suffisant pour permettre la mise à disposition de moyens dédiés.
   - Etape qualitative : Cela passe essentiellement par un questionnaire envoyé à la société de gestion dont l'objet est de déterminer le style de gestion (croissance, valorisation), le processus de sélection des titres, l'équilibre entre moyennes et grandes capitalisations. Un échange direct est ponctuellement organisé avec l'équipe de gestion afin d'approfondir certains points du questionnaire et de déterminer si les équipes de gestion sont stables.

2. Principales catégories d'actifs utilisées (hors dérivés intégrés) :

   Actions :

   Néant.

Titres de créances et instruments du marché monétaire :

Néant

Détention d'actions ou parts d'autres OPC :

Le FCP pourra investir jusqu'à 100% de son actif en parts ou actions d'OPCVM et de FIA.
Ces OPC peuvent être gérés par la société de gestion. Les OPC utilisés sont principalement des OPC actions investit dans la zone Asie Pacifique, y compris le Japon, sélectionnés suivant la procédure décrite ci-dessus.

Les OPC monétaires ne peuvent être utilisés qu'à titre accessoire dans le cadre de la gestion de trésorerie du fonds.

3. Instruments financiers négociés sur les marchés à terme et de dérivés :

Le gérant pourra investir sur les instruments financiers négociés sur les marchés à terme, réglementés, organisés ou de gré à gré, français ou étrangers (OCDE uniquement).

Ainsi, les risques sur lesquels le gérant pourra intervenir :

☒ Action / indices
☒ Change
☒ Autres risques : volatilité

Natures des interventions, de l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

☒ Couverture (essentiellement)
☒ Exposition

Nature des instruments utilisés :

☒ Futures
☒ Options
☒ Swaps - Forwards
☒ Change à terme
Dérivés de crédit
Autre nature (à préciser)

Stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :

☒ Couverture ou exposition du risque de change
☒ Arbitrage ou prise de position sur la volatilité
☒ Couverture ou exposition actions
Reconstitution d'une exposition synthétique à des actifs, aux risques mentionnés ci-dessus

Les contrats à terme sont utilisés en achat et en vente comme substituts, peu onéreux et liquides, aux titres vifs pour couvrir et/ou exposer le portefeuille aux marchés.
Les options consistent en des positions acheteuses ou vendeuses pour ajuster l'exposition du portefeuille aux marchés.
Les swaps sont utilisés pour exposer/couvrir le portefeuille aux marchés sous-jacents.
La limite d'engagement sur l'ensemble de ces marchés est de 100% de l'actif net de l'OPC.

La somme de l'exposition sur les marchés résultant de l'utilisation des instruments financiers à terme et des instruments financiers en direct ne pourra excéder 120% de l'actif.

4. Titres intégrant des dérivés :

Le fonds n'utilisera pas de titres intégrant des dérivés. Les éventuels bons ou droits de souscription détenus le seront suite à des opérations affectant les titres en portefeuille, le fonds n'ayant pas vocation à acquérir en direct ce type d'actifs.

5. Dépôts :

Afin de gérer sa trésorerie, le FIA pourra effectuer des dépôts auprès d'un ou plusieurs établissements de crédit dans la limite de 100% de l'actif net.

6. Emprunts d'espèces :

Le fonds n'a pas vocation à être emprunteur d'espèces. Néanmoins, une position débitrice ponctuelle peut exister en raison des opérations liées aux flux du fonds (investissements et désinvestissements en cours, opérations de souscriptions ou rachats,…) dans la limite de 10%.

7. Opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres :

Ces opérations consistent soit en prises et mises en pension soit en prêts et emprunts de titres et ce par référence au Code Monétaire et Financier.

Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

- gestion de la trésorerie
- optimisation des revenus de l'OPC

Les acquisitions et cessions temporaires de titres sont autorisées dans la limite de 100% maximum de l'actif net.

Toutes informations complémentaires figurent à la rubrique frais et commissions du prospectus.

Règles d'investissement

La méthode choisie par la société de gestion pour mesurer le risque global de l'OPC qu'elle gère est la méthode de l'engagement.

PROFIL DE RISQUE

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Risque de perte en capital : Du fait de la valorisation quotidienne du portefeuille constitué de ces instruments, la valeur liquidative du FIA pourra présenter une certaine volatilité. Par conséquent, l'investisseur est averti du risque que la performance de l'OPC ne soit pas conforme à ses objectifs et qu'une perte en capital (valeur de rachat inférieure à la valeur de souscription) n'est pas à exclure.

Risque actions : en raison de la stratégie d'investissement du FIA, le porteur est exposé au risque des actions de manière importante, le niveau d'investissement en actions de la zone Asie Pacifique y compris le Japon étant égal ou supérieur à 60%. En cas de baisse des marchés, la valeur du fonds peut baisser significativement.

Risque de change : Le FIA est soumis à un risque de change sans limitation au travers des OPC sous-jacents.
La valeur de la part du FIA peut baisser si la devise de ces placements baisse face à l'euro avec une amplitude plus forte que l'évolution du titre acheté en devise locale.

Le fonds est investi dans des OPC investissant dans des titres de la zone Asie Pacifique, y compris le Japon. A ce titre, il est donc sensible au risque de change lié aux fluctuations des devises de référence des titres côtés sur ces marchés par rapport à l'euro, monnaie dans laquelle est libellé le fonds. Un placement en devises autres que la devise de comptabilisation ou de référence implique un risque de change. La principale devise est le Yen (Japon). Les autres monnaies importantes de la zone sont les dollars d'Australie, de Honk Kong, de Nouvelle-Zélande et de Singapour. Le risque porte sur la totalité de l'actif du fonds.

Risque lié à l'investissement dans la zone Asie Pacique : L'attention des investisseurs est attirée sur les conditions de fonctionnement et de surveillance de ces marchés qui peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales.

Risque discrétionnaire : le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des marchés actions. Il existe un risque que l'OPC ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

Risque de liquidité : Le fonds peut être soumis à un risque de liquidité de manière accessoire dans le cadre des OPC dans lequel il est investi et investissant eux-mêmes jusqu'à hauteur de 10% dans des actions dont la liquidité est réduite.

Risque lié à l'utilisation des instruments financiers à terme : Ce recours pourra induire un risque de baisse de la valeur liquidative du FIA plus significative et rapide que celle des marchés sur lesquels le FIA est investi.

Risque de contrepartie : il représente le risque de défaillance d'un intervenant de marché l'empêchant d'honorer ses engagements vis-à-vis du portefeuille. La survenance de ce risque peut faire baisser la valeur liquidative du portefeuille.

DUREE DE PLACEMENT RECOMMANDEE

Supérieure à 5 ans.

COMMISSAIRE AUX COMPTES

COREVISE

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Contexte économique et financier de l'année

ECONOMIE

Monde

La croissance mondiale devrait se stabiliser autour de 2.5 % en 2014, alors qu'une accélération à près de 3 % était attendue. L'année a été marquée par une succession de chocs exogènes fragilisant la confiance des consommateurs et des entreprises. Dès le mois de janvier, certains pays émergents ont été confrontés à des difficultés de financement du fait de leurs déficits. Puis, il y eut la crise Ukrainienne ravivant les tensions géopolitiques, et enfin la chute du prix du pétrole fragilisant davantage certains pays émergents. De plus, les économies développées ont été affectées par des chocs domestiques : contraction de l'activité américaine en T1 suite à un ajustement des stocks et un hiver rigoureux ; contraction du PIB japonais en T2-T3 suite à la hausse de la TVA ; ralentissement de la croissance en zone euro en T2-T3 avec une rechute de l'investissement et un essoufflement de l'Allemagne. Globalement, la demande mondiale s'est quand même raffermie au cours de l'année, mais insuffisamment pour justifier un redressement significatif du marché de l'emploi. Dans ce contexte, l'inflation est restée contenue, avant de s'effondrer en fin d'année suite à la chute du prix du pétrole de - 45 %. En réaction, les Banques Centrales ont maintenu des conditions monétaires historiquement accommodantes avec des taux proches de 0 %, mais des nuances selon les pays : la Fed a mis fin à son programme d'injection de liquidités en fin d'année, mais la BCE et la BOJ ont annoncé des mesures plus accommodantes. La réduction des déficits s'est poursuivie, mais sur un rythme plus modéré que les années précédentes.

Etats – Unis

Aux Etats-Unis, la croissance devrait avoir légèrement accéléré de 2.2 % à 2.4 %, soit des niveaux supérieurs à celui de la croissance potentielle revue à près de 2 % depuis la crise de 2008. Dans ce contexte, le marché de l'emploi s'est de nouveau raffermi, avec une baisse du taux de chômage de 6.7 % à 5.6 %, se rapprochant d'un niveau d'équilibre estimé à près de 5.5 %. Ces chiffres s'expliquent par une bonne tenue de la consommation et de l'investissement, malgré un 1er trimestre décevant. L'amélioration de l'emploi n'a pas motivé de tensions salariales, et l'inflation a fortement décéléré de 1.5 % à près de 0.8 % en fin d'année du fait de la chute du prix du pétrole et de la hausse du dollar. La Banque Centrale américaine a annoncé la fin de son programme d'injection de liquidités en fin d'année, tout en maintenant des taux d'intérêt directeurs à des niveaux proches de 0 %. Le déficit budgétaire s'est de nouveau réduit de - 4.1 % à -2.9 %, grâce à la croissance économique.

Zone euro

En zone euro, la croissance devrait avoir accéléré de -0.4 % à 0.9 % en 2014. Ces chiffres sont inférieurs aux attentes, mais légèrement supérieurs à une croissance potentielle revue à 0.5 % depuis la crise de 2008. Dans ce contexte, le marché de l'emploi s'est modérément amélioré, avec une baisse du taux de chômage de 11.8 % à 11.5 %. A l'origine de l'accélération de l'activité, une bonne tenue de la consommation des ménages et des exportations, et le soutien des dépenses publiques. Toutefois, l'investissement est resté pénalisant, malgré un rebond au cours du 1er trimestre. De plus, l'Allemagne a montré des signes d'essoufflement au cours de l'année, avec une chute de la confiance en partie liée aux tensions en Ukraine. L'inflation a accéléré sa tendance baissière, passant de 0.8 % à - 0.2 % du fait de la chute du prix du pétrole. Dans ce

contexte, la Banque Centrale Européenne a abaissé son taux d'intérêt directeur de 0.25 % à 0.05 %, ainsi que son taux de dépôt à - 0.2 %. De plus, la BCE a annoncé de nouvelles mesures destinées à doper l'investissement des entreprises et freiner la baisse de l'inflation : TLTRO, achats de titres ABS et covered bonds. Enfin, le déficit budgétaire s'est de nouveau réduit de -3.1 % à -2.7 %, malgré une pause pour certains pays (France, Italie).

Japon

Au Japon, la croissance devrait avoir décéléré de 1.6 % à 0.3 %. Certes, une décélération était attendue du fait de l'impact de la hausse de la TVA survenue en avril. Toutefois, cet impact fut plus fort qu'attendu, se diffusant jusqu'en T3. La consommation ne s'est pas redressée suffisamment après sa forte baisse enregistrée en T2. De plus, les entreprises sont restées très prudentes, réduisant fortement leurs stocks et leurs dépenses d'investissement en T3. Le commerce extérieur a enfin contribué favorablement, grâce à la baisse du yen. Du coté des prix, la hausse de la TVA a justifié une accélération de l'inflation à près de 3 %, avant que cette dernière rechute en fin d'année sans relais des salaires et avec l'impact du pétrole. Dans ce contexte, la Banque Centrale japonaise a augmenté son programme d'injection de liquidités afin de soutenir l'économie et freiner la baisse de l'inflation. Coté budgétaire, le déficit devrait se réduire de - 9.5 % à - 8 % grâce aux recettes liées à la hausse de la TVA.

Perspectives économiques

En 2015, la croissance économique mondiale devrait accélérer de 2.5 % à près de 2.9 %, grâce aux économies développées alors que la croissance des économies émergentes devrait se stabiliser. La forte baisse du prix du pétrole de ces derniers mois devrait doper la croissance en début d'année. Puis, le raffermissement de l'activité devrait être entretenu par le maintien de conditions monétaires historiquement accommodantes, et une fiscalité moins pesante pour les ménages. Au niveau géographique, la croissance américaine devrait accélérer de 2.2 % à 2.4 %, avec une bonne tenue de la demande finale et une remontée des taux de la Fed entre 0.5 % et 1 %. En zone euro, la croissance devrait modérément accélérer de 0.9 % à 1.2 %, avec un bonne tenue de la consommation, un redressement progressif de l'investissement, et une contribution favorable du commerce extérieur. La BCE pourrait annoncer un QE souverain en début d'année, en plus du maintien des mesures actuelles. La croissance japonaise devrait ré-accélérer, avec notamment le report de la hausse de la TVA initialement prévue pour 2015. L'inflation mondiale devrait fortement décélérer avec l'impact du pétrole, puis ré-accélèrerait à partir de T3, sous réserve que le pétrole ne chute pas davantage.

MARCHES

2014

Allocation d'actifs

L'environnement est resté globalement favorable aux actifs risqués et aux emprunts d'Etats, avec une accélération modérée de la croissance économique, une baisse de l'inflation, et des politiques monétaires accommodantes. L'année fut marquée par la forte détente des taux d'intérêt de long terme, le rallye sur le dollar, et la chute du prix du pétrole. Enfin, de nombreux chocs exogènes ont entretenu une volatilité importante sur les actifs risqués.

Marchés des emprunts d'Etats

Les marchés des emprunts d'Etats ont enregistré des performances positives, de près de 8.8 % aux Etats – Unis et 13.4 % en Allemagne. Aux Etats- Unis, les taux d'intérêt à 10 ans ont baissé de 3 % à 2.2 %, malgré l'anticipation d'une remontée des taux directeurs de la Fed prévue pour 2015 et la fin du programme d'injection de liquidités en fin d'année 2014. A l'origine de cette détente des taux américains, la chute du prix du pétrole et une tendance baissière des taux longs hors des

Etats – Unis. En particulier, les taux euros ont enregistré une détente significative de 1.9 % à 0.5 % en Allemagne, et plus importante encore pour l'Italie et l'Espagne. Cet engouement pour les emprunts d'Etats euros s'explique à la fois par une croissance trop faible, une nouvelle baisse importante de l'inflation, et l'annonce d'une politique monétaire plus accommodante (TLTRO, achats de titres ABS, covered bonds). Au Japon, les taux 10 ans s'inscrivent également en baisse de 0.7 % à 0.3 %, avec une rechute de l'inflation et l'annonce de nouvelles mesures de la Banque Centrale japonaise.

Marchés d'actions

Les marchés d'actions enregistrent globalement des performances positives, au cours d'une année marquée par de nombreux chocs exogènes : crise dans les émergents en début d'année, tensions en Ukraine, et chute du prix du pétrole. Aux Etats-Unis, le marché (S&P 500) s'est apprécié de près de 11.4 % (avec dividendes), soutenu par le dynamisme des bénéfices des entreprises, le maintien de taux historiquement faibles, et malgré la fin du programme d'injection de liquidités de la Fed. Le marché s'est davantage apprécié que la hausse des bénéfices, justifiant une nouvelle hausse du ratio prix / bénéfices (PER) sur des niveaux historiquement élevés. En zone euro, le marché (Eurostoxx 50) s'est plus modérément apprécié de 4.7 % (avec dividendes), fragilisé par une conjoncture plus décevante qu'attendue freinant le redressement des bénéfices des entreprises. A la différence des Etats – Unis, la hausse du marché n'a pas dépassé celle des bénéfices, justifiant le maintien d'une valorisation aux niveaux de début d'année. Le marché japonais s'est également apprécié de près de 9.8 % (avec dividendes), avec notamment le soutien d'un yen baissier suite à l'annonce de mesures plus accommodantes de la Banque Centrale japonaise. Seuls les marchés d'actions émergents enregistrent des performances négatives, les investisseurs délaissant ces marchés traditionnellement fragilisés par la hausse du dollar et la baisse des prix des matières premières.

Marchés du crédit

Les marchés du crédit ont de nouveau enregistré des performances positives en 2014, malgré une fin d'année plus incertaine. Ces performances s'expliquent principalement par la baisse des taux d'intérêt des emprunts d'Etats, cette dernière se diffusant aux taux des obligations bien notées, et partiellement aux taux des obligations plus mal notées. Les primes de risques sont restées sur des niveaux historiquement faibles, en ligne avec un faible taux de défaut des entreprises anticipé.

Marchés des devises et des matières premières

L'euro s'est déprécié de - 12 % contre dollar, terminant à près de 1.21. Ce mouvement s'explique surtout par la force du dollar, se dernier s'appréciant contre l'ensemble des devises majeures. Les investisseurs ont rallié la devise américaine, avec l'anticipation d'une politique monétaire de la Fed relativement plus restrictive que celle des autres Banques Centrales. Du coté des matières premières, le prix du pétrole s'est effondré de près de - 45 % (Brent), ce mouvement s'expliquant surtout par le refus de certains producteurs d'ajuster leur offre à la baisse de la demande. Les autres prix des matières premières enregistrent également des baisses mais plus modérées : - 7.5 % pour les prix des métaux industriels.

Récapitulatif des performances des principaux indices :

PERFORMANCES					
	Décembre	2014		Décembre	2014
Actions*			**Emprunts d'Etats**		
SP 500	-0.3%	13.4%	10 ans US	-0.1%	8.8%
EUROSTOXX	-2.2%	5.1%	10 ans Allemands	1.2%	13.4%
CAC 40	-2.0%	3.6%	10 ans japonais	-0.7%	10.4%
NIKKEI	-0.4%	9.8%	**Crédit**		
MSCI EM	-4.8%	-4.6%	Dette EM	-2.4%	5.6%
Devises - Mat. Premières			Invest. Grade US	-0.1%	7.6%
Euro - dollar	-2.8%	-12.0%	Invest. Grade EU	0.5%	8.1%
Yen - dollar	-1.0%	-12.1%	High Yield US	-2.1%	1.6%
Pétrole	-18.8%	-45.6%	High Yield EU	-0.4%	5.5%

*Total return
Performances en devises locales
Sauf MSCI EM en dollars

Perspectives marchés

L'année 2015 s'annonce relativement plus favorable aux marchés d'actions par rapport aux marchés d'emprunts d'Etats. Deux raisons majeures motivent ce scénario : une valorisation relative plus favorable avec une prime de risque supérieure à sa moyenne historique ; une accélération de la croissance économique traditionnellement plus favorable aux actifs risqués. Au sein des marchés obligataires, la tendance serait haussière sur les taux d'intérêt, avec toutefois davantage de risque aux Etats – Unis : la Fed devrait remonter ses taux d'intérêt directeurs entre 0.5 % et 1 %, alors que la BCE poursuivrait une politique monétaire accommodante. Du coté des actifs risqués, l'accélération de la croissance économique justifierait une dynamique favorable des bénéfices des entreprises et le maintien d'un taux de défaut sur des niveaux historiquement faibles. En particulier, le marché d'actions euro devrait bénéficier d'une nouvelle baisse de sa devise. En effet, le dollar devrait poursuivre sa tendance haussière, entretenue par le différentiel de politique monétaire de la Fed avec le reste du monde. Enfin, l'évolution du prix du pétrole restera surtout conditionnelle aux décisions des pays producteurs d'ajuster ou pas leur production. Hors pétrole, l'évolution des prix des matières premières sera plutôt conditionnelle au raffermissement de la demande mondiale anticipé.

Gestion du FCP

Le FCP Fédéris Asie est un fonds de fonds investi sur les marchés développés du pacifique (Japon, Australie, Hong-Kong, Singapour et Nouvelle-Zélande).
Le processus de sélection des OPC est basé essentiellement sur l'analyse du couple rendement-risque historique des fonds avec l'objectif de repérer les gérants capables de créer de la valeur de façon régulière.

Les lignes de fonds en portefeuille au 31/12/2014 sont : Amundi ETF MSCI Pacific, Julius Baer Japan Stock, Fidelity Australia, Schroder Pacific, Vanguard Pacific Ex Japan index, Vanguard Japan Index, Aberdeen Global China, Fidelity Singapore, Schroder Japan, Aberdeen Global Japanese Equity et Aberdeen Global Japanese Small Companies.

Performance

Sur l'année, la valeur du fonds est en hausse de +13.40 % contre +10.80% pour l'indice de référence.
Sur 3 ans, le fonds réalise une performance de +38.70 %, alors que l'indice est en hausse de +41.25%.
Sur 5 ans, le FCP fait une performance de +60.82%, alors que l'indice est en hausse de +59.68%.

L'historique de performance sur 5 ans est composé de plusieurs indices (MSCI AC Asie Pacifique TR jusqu'au 30/06/2011).

Les performances passées ne préjugent pas du résultat futur de l'OPC.

Changements intéressant le fonds intervenus au cours de l'année

Néant

DEONTOLOGIE

Détention d'instruments financiers émis par la société de gestion ou les entités de son groupe

Néant

Détention d'OPCVM gérés par la société de gestion ou les entités de son groupe

Néant

Détention d'instruments financiers à terme ou conditionnels et stratégies correspondantes

Néant

Commissions

Les frais de transaction prélevés par le dépositaire sont intégralement conservés par lui. La société de gestion ne perçoit pas de commissions de mouvements ou de soft commissions.

Procédure de Best Selection

Non concerné

Exercice des droits de vote

Non concerné

Procédure de gestion des conflits d'intérêts

La société de gestion prend toute mesure raisonnable lui permettant de détecter les situations de conflits d'intérêts se posant lors de la prestation de services d'investissement, de services connexes ou de la gestion d'OPC : soit entre elle-même, les personnes concernées ou toute personne directement ou indirectement liée à la société de gestion par une relation de contrôle, d'une part, et ses clients d'autre part ; soit entre deux clients.

Pour cela, la société de gestion a mis en place un dispositif dont l'objectif est d'identifier et de gérer de tels conflits, notamment des dispositions organisationnelles et administratives ayant vocation à protéger les intérêts des clients.

Ce dispositif se caractérise par :

- une organisation des métiers ainsi que des procédures qui assurent la séparation physique des principales activités susceptibles d'entrer en conflits d'intérêts
- des procédures mettant en œuvre les principes d'équité dans l'exécution des ordres des clients, notamment en matière d'allocations d'actifs ou d'instruments financiers, et de leur primauté par rapport aux opérations pour compte propre
- des politiques de rémunération des collaborateurs qui interdisent notamment tout intéressement direct au succès d'une transaction spécifique
- des procédures destinées à interdire ou limiter l'exercice d'influences inappropriées sur les prestations réalisées

Si malgré les dispositions mises en place, un conflit d'intérêt ne peut être évité, le client sera informé clairement et préalablement à la fourniture du service, de la nature générale et/ou de la source de ces conflits d'intérêts afin que celui-ci prenne sa décision en connaissance de cause.

Critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance

Non concerné

% actifs du FIA faisant l'objet d'un traitement spécial du fait de leur nature non liquide :

Le fonds Fédéris Asie Actions ne détient pas de titre de nature non liquide.

Profil de Risque et Systèmes de gestion du risque utilisés par la société de gestion:

Le fonds Fédéris Asie Actions est exposé aux risques suivants : risque actions, risque de change, risque lié à l'exposition à la zone Asie Pacifique et risque de liquidité (à travers les OPC détenus).

Fédéris Gestion d'Actifs a mis en en place une cartographie des risques financiers propres à chaque profil de portefeuille individuel géré. Chaque portefeuille est ainsi évalué selon son niveau d'exposition aux risques liés à son profil de gestion et à ses risques. Le Contrôle des risques contrôle les résultats des stress-tests, le risque de liquidité et suit les indicateurs de risques suivants : VaR, CVar, exposition au risque de change, volatilité et tracking error. Le suivi du respect des contraintes réglementaires et statutaires du FIA est réalisé en 1er niveau par les gérants et en 2nd niveau par le Contrôle Interne sur la base d'un batch quotidien automatique.

Effet de levier :

Le niveau d'effet de levier maximal est inchangé. Au 31/12/2014, le levier calculé selon la méthode de l'engagement s'élève à 0%

Bilan Actif

	Exercice 31/12/2014	Exercice 31/12/2013
Immobilisations nettes	**-**	**-**
Dépôts	**-**	**-**
Instruments financiers	**121 602 134,63**	**102 954 317,90**
Actions et valeurs assimilées	**-**	**-**
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Obligations et valeurs assimilées	**-**	**-**
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances	**-**	**-**
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé - Titres de créances négociables	-	-
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé - Autres titres de créances	-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres d'organismes de placement collectif	**121 602 134,63**	**102 954 317,90**
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne	121 602 134,63	68 592 766,48
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne	-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	-	34 361 551,42
Les autres organismes non européens	-	-
Opérations temporaires sur titres	**-**	**-**
Créances représentatives de titres reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres prêtés	-	-
Titres empruntés	-	-
Titres donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Instruments financiers à terme	**-**	**-**
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Autres opérations	-	-
Autres instruments financiers	**-**	**-**
Créances	**11 474,76**	**11 474,76**
Opérations de change à terme de devises		
Autres	11 474,76	11 474,76
Comptes financiers	**726 130,05**	**701 687,09**
Liquidités	726 130,05	701 687,09
TOTAL DE L'ACTIF	**122 339 739,44**	**103 667 479,75**

Bilan Passif

	Exercice 31/12/2014	Exercice 31/12/2013
Capitaux Propres		
Capital	**120 736 490,20**	**98 571 686,97**
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	**-**	**-**
Report à nouveau (a)	**-**	**-**
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	**1 563 154,87**	**5 211 076,60**
Résultat de l'exercice (a,b)	**-5 376,59**	**-154 939,63**
Total des capitaux propres (=Montant représentatif de l'actif net)	**122 294 268,48**	**103 627 823,94**
Instruments financiers	**-**	**-**
Opérations de cession sur instruments financiers	**-**	**-**
Opérations temporaires sur titres	**-**	**-**
Dettes représentatives de titres donnés en pension	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Instruments financiers à terme	**-**	**-**
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Autres opérations	-	-
Dettes	**45 470,96**	**39 655,81**
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	45 470,96	39 655,81
Comptes financiers	**-**	**-**
Concours bancaires courants	-	-
Emprunts	-	-
TOTAL DU PASSIF	**122 339 739,44**	**103 667 479,75**

(a) Y compris comptes de régularisations
(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

Hors Bilan

	Exercice 31/12/2014	Exercice 31/12/2013
OPERATIONS DE COUVERTURE	**Néant**	**Néant**
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	-	-
	-	-
Engagement de gré à gré	-	-
	-	-
Autres engagements	-	-
	-	-
AUTRES OPERATIONS	**Néant**	**Néant**
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	-	-
	-	-
Engagement de gré à gré	-	-
	-	-
Autres engagements	-	-
	-	-

Compte de résultat

	Exercice 31/12/2014	Exercice 31/12/2013
Produits sur opérations financières		
Produits sur actions et valeurs assimilées	-	-
Produits sur obligations et valeurs assimilées	-	-
Produits sur titres de créances	-	-
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	-	-
Produits sur instruments financiers à terme	-	-
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	-	-
Autres produits financiers	-	195,40
Total I	**-**	**195,40**
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	-	-
Charges sur instruments financiers à terme	-	-
Charges sur dettes financières	-176,28	-355,14
Autres charges financières	-	-
Total II	**-176,28**	**-355,14**
Résultat sur opérations financières (I+II)	**-176,28**	**-159,74**
Autres produits (III)	**-**	**-**
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	**-2 584,70**	**-157 776,55**
Résultat net de l'exercice (I+II+III+IV)	**-2 760,98**	**-157 936,29**
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	**-2 615,61**	**2 996,66**
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	**-**	**-**
Résultat (I+II+III+IV+V+VI)	**-5 376,59**	**-154 939,63**

L'organisme s'est conformé au règlement ANC n° 2014-01 du 14 janvier 2014 relatif au plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

La devise de comptabilité est L'euro.

Toutes les valeurs mobilières qui composent le portefeuille ont été comptabilisées au coût historique, frais exclus.

Les titres et instruments financiers à terme ferme et conditionnel détenus en portefeuille libellés en devises sont convertis dans la devise de comptabilité sur la base des taux de change relevés à Paris au jour de l'évaluation.

Le portefeuille est évalué lors de chaque valeur liquidative et lors de l'arrêté des comptes selon les méthodes suivantes :

Valeurs mobilières

Les titres cotés : à la valeur boursière - coupons courus inclus (cours clôture jour)
Toutefois, les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation, ou cotées par des contributeurs et pour lequel le cours a été corrigé, de même que les titres qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé, sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion (ou du conseil d'administration pour une Sicav), à leur valeur probable de négociation. Les prix sont corrigés par la société de gestion en fonction de sa connaissance des émetteurs et/ou des marchés.

Les O.P.C. : à la dernière valeur liquidative connue, à défaut à la dernière valeur estimée. Les valeurs liquidatives des titres d'organismes de placements collectifs étrangers valorisant sur une base mensuelle, sont confirmées par les administrateurs de fonds. Les valorisations sont mises à jour de façon hebdomadaire sur la base d'estimations communiquées par les administrateurs de ces OPC et validées par le gérant.
- les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui applicable à des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur. En l'absence de sensibilité, les titres d'une durée résiduelle égale à trois mois sont valorisés au dernier taux jusqu'à l'échéance et ceux acquis à moins de trois mois, les intérêts sont linéarisés
Les EMTN font l'objet d'une évaluation à leur valeur de marché, en fonction des cours communiqués par les contreparties. Ces valorisations font l'objet de contrôles par la société de gestion.

Les acquisitions et cessions temporaires de titres :
- Les prêts de titres : la créance représentative des titres prêtés est évaluée à la valeur du marché des titres.
- Les emprunts de titres : les titres empruntés ainsi que la dette représentative des titres empruntés sont évalués à la valeur du marché des titres.
- Les collatéraux : s'agissant des titres reçus en garantie dans le cadre des opérations de prêts de titres, l'OPC a opté pour une présentation de ces titres dans les comptes du bilan à hauteur de la dette correspondant à l'obligation de restitution de ceux-ci.
- Les pensions livrées d'une durée résiduelle inférieure ou égale à trois mois : individualisation de la créance sur la base du prix du contrat. Dans ce cas, une linéarisation de la rémunération est effectuée.
- Les mises en pensions d'une durée résiduelle inférieure ou égale à trois mois : valeur boursière. La dette valorisée sur la base de la valeur contractuelle est inscrite au passif du bilan. Dans ce cas, une linéarisation de la rémunération est effectuée.

Instruments financiers à terme et conditionnels

FUTURES : cours de cotation à 11h30
L'évaluation hors bilan est calculée sur la base du nominal, de son cours de compensation et, éventuellement, du cours de change.

OPTIONS : cours de cotation à 11h30 ou, à défaut, le dernier cours connu.
Options OTC : ces options font l'objet d'une évaluation à leur valeur de marché, en fonction des cours communiqués par les contreparties. Ces valorisations font l'objet de contrôles par la société de gestion.

L'évaluation hors bilan est calculée en équivalent sous-jacent en fonction du delta et du cours du sous-jacent et, éventuellement, du cours de change.
Cas particulier : Floor : ces options sont valorisées par des contreparties tierces à partir d'un modèle d'actualisation Marked-to-market basé sur une volatilité et une courbe de taux de marché vérifiées par le gérant et pris à la clôture du marché chaque jeudi.

Frais de gestion

- 1.50 TTC maximum

La dotation est calculée sur la base de l'actif net. Ces frais, n'incluant pas les frais de transaction, seront directement imputés au compte de résultat du Fonds.

Ces frais recouvrent tous les frais facturés à l'OPC, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transactions incluent les frais d'intermédiaires (courtage, impôts de bourse,...) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Frais de gestion indirects

- 4% TTC maximum (Assiette de calcul : l'actif net)

Les frais indirects maximum se décomposent en frais de gestion à hauteur maximum de 2% et en commission de souscription/rachat à hauteur maximum de 2% étant précisé que les OPCVM gérés par la même société de gestion ne prélèveront pas de commission de souscription/rachat.

Commission de surperformance

Néant

Méthode de comptabilisation des intérêts

Méthode des intérêts encaissés

Rétrocession de frais de gestion

Une dotation est calculée, à chaque calcul de valeur liquidative, sur la base d'un taux communiqué par la société de gestion.

Affectation des résultats réalisés

Capitalisation et/ou distribution

Affectation des plus values nettes réalisées

Capitalisation et/ou distribution

Changements affectant le fonds

Néant

Annexe

Les comptes annuels sont présentés conformément aux dispositions du Règlement ANC 2014-01 abrogeant le Règlement CRC 2003-02 et ses modifications successives. Ce règlement intègre la nouvelle classification AIFM des OPC, mais ne modifie pas les principes comptables applicables selon le règlement antérieur ni les méthodes d'évaluation des actifs et passifs. Les modifications portent donc essentiellement sur la présentation des documents de synthèse et sur la nomenclature des OPC, le montant global des OPC demeure inchangé.

Afin d'assurer la comparabilité des états de synthèse de l'exercice avec ceux de l'exercice précédent, les modifications ont été effectuées sur la présentation des données de l'exercice N-1 comme suit et peuvent être détaillées de la manière suivante :

- La sous-rubrique «OPCVM et Fonds d'investissement à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalent d'autres pays» correspond à l'ancienne sous-rubrique «OPCVM européens coordonnés et OPCVM français à vocation générale».
- La sous-rubrique «Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne» correspond à l'ancienne sous-rubrique «OPCVM réservés à certains investisseurs - FCPR - FCIMT».
- La sous-rubrique «Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne et organismes de titrisations cotés» correspond à l'ancienne sous-rubrique «Fonds d'investissement et FCC cotés».
- La sous-rubrique «Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne et organismes de titrisations non cotés» correspond à l'ancienne sous-rubrique «Fonds d'investissement et FCC non cotés».
- La sous-rubrique «Autres organismes non européens» a été introduite par le Règlement n° 2014-01.

Evolution de l'actif net

	Exercice 31/12/2014	Exercice 31/12/2013
Actif net en début d'exercice	**103 627 823,94**	**99 913 060,44**
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'O.P.C.V.M.)	**17 370 818,80**	**25 619 633,42**
Rachats (sous déduction des commissions acquises à l'O.P.C.V.M.)	**-12 904 094,05**	**-31 177 762,53**
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	**1 240 495,75**	**8 695 461,56**
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	**-20 289,69**	**-9 305 594,13**
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	**-**	**-**
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	**-**	**-**
Frais de transaction	**-5 070,67**	**-19 557,96**
Différences de change	**309 819,55**	**6 050 930,62**
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	**12 677 525,83**	***4 009 588,81***
Différence d'estimation exercice N	24 861 738,10	12 184 212,27
Différence d'estimation exercice N-1	-12 184 212,27	-8 174 623,46
Variation de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	**-**	**-**
Différence d'estimation exercice N	-	-
Différence d'estimation exercice N-1	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	**-**	**-**
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	**-2 760,98**	**-157 936,29**
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	**-**	**-**
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	**-**	**-**
Autres éléments	**-**	**-**
Actif net en fin d'exercice	**122 294 268,48**	**103 627 823,94**

Complément d'information 1

		Exercice 31/12/2014
Engagements reçus ou donnés		
Engagements reçus ou donnés (garantie de capital ou autres engagements)	(*)	-
Valeur actuelle des instruments financiers inscrits en portefeuille constitutifs de dépôts de garantie		**Néant**
Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan		-
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine		-
Instruments financiers en portefeuille émis par le prestataire ou les entités de son groupe		**Néant**
Dépôts		-
Actions		-
Titres de taux		-
OPCVM		-
Acquisitions et cessions temporaires sur titres		-
Swaps (en nominal)		-
Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire		**Néant**
Titres acquis à réméré		-
Titres pris en pension		-
Titres empruntés		-

(*) Pour les OPCVM garantis, l'information figure dans les règles et méthodes comptables

Complément d'information 2

		Exercice 31/12/2014	
Emissions et rachats pendant l'exercice comptable		**Nombre de titres**	
Catégorie CLASSIQUE (Devise : EUR)			
Nombre de titres émis		7 739,00	
Nombre de titres rachetés		5 765,00	
Commissions de souscription et/ou de rachat		**Montant (EUR)**	
Commissions de souscription acquises à l'OPCVM		-	
Commissions de rachat acquises à l'OPCVM		-	
Commissions de souscription perçues et rétrocédées		-	
Commissions de rachat perçues et rétrocédées		-	
Frais de gestion		**Montant (EUR)**	**% de l'actif net moyen**
Catégorie CLASSIQUE (Devise : EUR)			
Frais de gestion et de fonctionnement	(*)	167 311,65	0,15
Commissions de surperformance		-	-
Autres frais		-	-
Rétrocessions de frais de gestion (toutes parts confondues)		164 726,95	-

(*) Pour les OPCVM dont la durée d'exercice n'est pas égale à 12 mois, le pourcentage de l'actif net moyen correspond au taux moyen annualisé.

Ventilation par nature des créances et dettes

	Exercice 31/12/2014
Ventilation par nature des créances	
Déposit euros	-
Déposit autres devises	-
Collatéraux espèces	-
Valorisation des achats de devises à terme	-
Contrevaleur des ventes à terme	-
Autres débiteurs divers	11 474,76
Coupons à recevoir	-
TOTAL DES CREANCES	**11 474,76**
Ventilation par nature des dettes	
Déposit euros	-
Déposit autres devises	-
Collatéraux espèces	-
Provision charges d'emprunts	-
Valorisation des ventes de devises à terme	-
Contrevaleur des achats à terme	-
Frais et charges non encore payés	45 470,96
Autres créditeurs divers	-
Provision pour risque des liquidités de marché	-
TOTAL DES DETTES	**45 470,96**

Ventilation par nature juridique ou économique d'instrument

	Exercice 31/12/2014
Actif	**Néant**
Obligations et valeurs assimilées	**-**
Obligations indexées	-
Obligations convertibles	-
Titres participatifs	-
Autres Obligations et valeurs assimilées	-
Titres de créances	**-**
Négociés sur un marché réglementé	-
Bons du Trésor	-
Autres TCN	-
Autres titres de créances	-
Non négociés sur un marché réglementé	-
Passif	**Néant**
Opérations de cession sur instruments financiers	**-**
Actions	-
Obligations	-
Autres	-
Hors-bilan	**Néant**
Opérations de couverture	
Taux	-
Actions	-
Autres	-
Autres opérations	
Taux	-
Actions	-
Autres	-

Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors bilan

	Taux Fixe	Taux Variable	Taux révisable	Autres
Actif	**Néant**	**Néant**	**Néant**	
Dépôts	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	726 130,05
Passif	**Néant**	**Néant**	**Néant**	**Néant**
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Comptes Financiers	-	-	-	-
Hors-bilan	**Néant**	**Néant**	**Néant**	**Néant**
Opérations de couverture	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-

Ventilation par maturité résiduelle

	[0 - 3 mois]	]3 mois - 1 an]	]1 - 3 ans]	]3 - 5 ans]	> 5 ans
Actif		**Néant**	**Néant**	**Néant**	**Néant**
Dépôts	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	-
Titres de Créances	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Comptes financiers	726 130,05	-	-	-	-
Passif	**Néant**	**Néant**	**Néant**	**Néant**	**Néant**
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-
Hors-bilan	**Néant**	**Néant**	**Néant**	**Néant**	**Néant**
Opérations de couverture	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-

Ventilation par devise de cotation

	AUD	GBP	JPY	USD
Actif				
Dépôts				
Actions et valeurs assimilées				
Obligations et valeurs assimilées				
Titres de créances				
Titres d'OPC	16 257 741,86	10 326 009,92	44 488 033,43	22 376 048,52
Opérations temporaires sur titres				
Autres instruments financiers				
Créances				
Comptes financiers				
Passif	**Néant**	**Néant**	**Néant**	**Néant**
Opérations de cession sur instruments financiers				
Opérations temporaires sur titres				
Dettes				
Comptes financiers				
Hors-bilan	**Néant**	**Néant**	**Néant**	**Néant**
Opérations de couverture				
Autres opérations				

Seules les cinq devises dont le montant le plus représentatif composant l'actif net sont incluses dans ce tableau

Affectation des résultats

Catégorie de classe : CLASSIQUE (Devise : EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 31/12/2014	Exercice 31/12/2013
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau		
Résultat	-5 376,59	-154 939,63
TOTAL	**-5 376,5900**	**-154 939,6300**
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	-5 376,59	-154 939,63
TOTAL	**-5 376,5900**	**-154 939,6300**
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres		
Distribution unitaire		
Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat :		
provenant de l'exercice		
provenant de l'exercice N-1		
provenant de l'exercice N-2		
provenant de l'exercice N-3		
provenant de l'exercice N-4		

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 31/12/2014	Exercice 31/12/2013
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	1 563 154,87	5 211 076,60
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
TOTAL	**1 563 154,8700**	**5 211 076,6000**
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	1 563 154,87	5 211 076,60
TOTAL	**1 563 154,8700**	**5 211 076,6000**
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres		
Distribution unitaire		

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques au cours des cinq derniers exercices

Catégorie de classe : CLASSIQUE (Devise : EUR)

	31-déc.-10	30-déc.-11	31-déc.-12	31-déc.-13	**31-déc.-14**
Valeur liquidative (en EUR)					
Parts D	1 896,15	1 745,59	1 947,77	2 135,07	**2 421,18**
Actif net (en k €)	214 326,63	113 198,45	99 913,06	103 627,82	**122 294,27**
Nombre de titres					
Parts D	113 032,0000	64 848,0000	51 296,0000	48 536,0000	**50 510,00**

Date de mise paiement	31/12/2010	30/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) (en €)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes) (en €)	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire (*) personnes physiques (en €)	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes					
Parts D	-	-	-7,54	107,36	30,94
Capitalisation unitaire sur résultat					
Parts D	6,49	8,83	9,19	-3,19	-0,10

(*) Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

Inventaire des instruments financiers au 31 Décembre 2014

Eléments d'actifs et libellé des valeurs	Quantité	Cours	Devise Cotation	Valeur actuelle	% arrondi de l'actif net
Titres OPC				**121 602 134,63**	**99,43**
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne					
ABERD GBL JAPANESE EQ I2 YEN	17 900,00	90 443,82	JPY	11 159 057,86	9,12
ABERD.GL CHINESE EQ INSTIT. I2	238 900,00	25,02	USD	4 940 346,57	4,04
ABERD.GL JAP.SM CIES INST I2	2 400 000,00	1 163,53	JPY	19 248 003,66	15,74
AM.ETF MSCI JAP.UCITS ETF-EUR	97 700,00	136,82	EUR	13 367 020,90	10,93
FIDELITY AUSTRALIE CL Y ACC	1 652 200,00	14,55	AUD	16 257 741,86	13,29
FIDELITY SINGAPORE FD CL.Y CAP	266 900,00	15,25	USD	3 363 683,32	2,75
JAPAN STOCK IDX INSTIT CL.B	55 200,00	167,28	USD	7 631 112,04	6,24
JB MUL.JAPAN STOCK FD EUR C	131 000,00	112,88	EUR	14 787 280,00	12,09
SCHRODERS UT INST PACIFIC I	775 000,00	10,34	GBP	10 326 009,92	8,44
SISF JAPANESE EQUITY C ACCUMUL	1 901 000,00	1 074,62	JPY	14 080 971,91	11,51
VANGUARD PACIFIC EX JAP.INDX I	37 700,00	206,73	USD	6 440 906,59	5,27
Instruments financiers à terme				**0,00**	**0,00**
Appels de marge					
				0,00	0,00
Swaps					
				0,00	0,00
Créances				**11 474,76**	**0,01**
Dettes				**-45 470,96**	**-0,04**
Dépôts					
Autres comptes financiers				**726 130,05**	**0,59**
TOTAL DE L'ACTIF NET				**122 294 268,48**	**100,00**

COREVISE

RSM
Connected for Success

FEDERIS ASIE ACTIONS

FONDS COMMUN DE PLACEMENT

Régi par le livre II du Code monétaire et financier

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
inscrite au tableau de l'Ordre de la région Paris - Île-de-France et
membre de la Compagnie régionale de Paris - www.rsm-paris.fr

S.A.S. au capital de 354 870 €
RCS Paris 331 621 318
TVA FR 53 331 621 318

26 rue Cambacérès - 75008 Paris
Tél. : +33 (0)1 47 63 67 00
Fax : +33 (0)1 47 63 69 00

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration de la société de gestion du fonds, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels du fonds commun de placement **FEDERIS ASIE ACTIONS**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion du fonds. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou par d'autres méthodes de sélection les éléments probants justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels.
Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous précisons que nos appréciations ont notamment porté sur le respect des principes et méthodes comptables applicables aux fonds commun de placement, prévus par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-01 du 14 janvier 2014, ainsi que sur l'existence et l'évaluation des instruments financiers en portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATION ET INFORMATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion du fonds sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 15 avril 2015

COREVISE
Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Fabien CRÉGUT
Associé